



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent du patrimoine canadien

CHPC • NUMÉRO 100 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 27 mars 2018

Présidente

Mme Julie Dabrusin

Comité permanent du patrimoine canadien

Le mardi 27 mars 2018

•(0845)

[Français]

La présidente (Mme Julie Dabrusin (Toronto—Danforth, Lib.)): Bonjour.

Comme il est 8 h 45, nous allons commencer.

Il s'agit de la 100^e réunion du Comité permanent du patrimoine canadien.

[Traduction]

Nous poursuivons notre étude sur les centres culturels et les districts culturels au Canada. Notre premier témoin d'aujourd'hui, le représentant d'Ateliers créatifs Montréal, n'est pas là. Nous accueillons toutefois les représentants de Small.

Votre organisme n'a-t-il pas un nom plus long que Small?

Mme Heather Campbell (gestionnaire de programme, Small): C'est Small ou Culture of Small.

La présidente: Culture of Small; c'est ce que je pensais. Nous accueillons le fondateur, M. Philip Evans, et la gestionnaire de programmes, Mme Heather Campbell.

Représentant l'Université de Windsor, nous entendrons Mme Veronika Mogyorody, qui est professeure.

Nous allons maintenant commencer. Chaque groupe aura 10 minutes. Nous commençons par Small, pour 10 minutes.

Mme Heather Campbell: Merci à tous de nous accueillir aujourd'hui.

Nous représentons Small, un organisme qui travaille à la mise en valeur du patrimoine culturel des petites collectivités dans l'ensemble du pays. Notre travail consiste à étudier les biens des collectivités rurales, éloignées ou de petite taille, puis à collaborer avec le milieu communautaire pour mettre ces biens en valeur et ainsi favoriser l'essor des collectivités.

Nous examinons des stratégies de revitalisation, car ce sont souvent des collectivités confrontées à l'arrêt des activités d'exploitation des ressources ou à d'autres transformations. Elles traversent une période de transition nécessaire. Nous avons souvent constaté que les biens et les établissements culturels peuvent aider les collectivités dans leurs stratégies de transition et contribuer à la modernisation et à la revitalisation des communautés.

Nous sommes axés sur la création de carrefours culturels dans les petites collectivités. Aujourd'hui, j'aimerais présenter au Comité nos constatations et les pratiques exemplaires que nous avons observées dans de nombreuses collectivités. Nous voulions proposer une définition pratique de « carrefour culturel » qui élargit la perspective infrastructurelle ou qui traite des infrastructures d'un angle différent. Nous examinons donc les infrastructures dans une perspective plus globale plutôt que de nous limiter à l'infrastructure physique.

Aujourd'hui, nous traiterons de cinq aspects. Le premier est l'infrastructure physique. Vient ensuite l'idée que ces infrastructures comportent un aspect éducationnel. Le troisième aspect est celui des infrastructures sociales, soit les réseaux de soutien sous-jacents. Le quatrième est l'infrastructure opérationnelle, qui vise à assurer la pérennité de ces installations. Le dernier aspect est le marché, soit la promotion des produits culturels et l'accès des créateurs à un marché plus large.

Le premier aspect est l'infrastructure physique, un aspect des carrefours culturels que nous connaissons tous très bien, à mon avis. Ce sont les installations qui servent aux activités culturelles. Nous constatons que les collectivités rurales ou de petite taille ont beaucoup d'infrastructures physiques, qui sont actuellement sous-utilisées et qui pourraient être mises en valeur ou reconverties en installations culturelles.

On parle de choses comme les églises, les écoles et les centres communautaires. Prenons à titre d'exemple le Grand Theatre d'Indian Head, en Saskatchewan. Le théâtre a connu son lot de difficultés, puis la communauté a fait l'acquisition de l'édifice pour le reconverter en centre culturel. Aujourd'hui, ce n'est plus seulement un théâtre; on y offre des programmes pour les écoles locales, ce qui favorise les rapprochements entre les gens des diverses communautés de la région. On a donc recyclé une infrastructure existante pour en faire le centre culturel que l'on connaît aujourd'hui. Ce n'est pas une nouvelle infrastructure; l'immeuble existait déjà.

Le deuxième aspect est l'infrastructure éducationnelle. Nous trouvons qu'il est important que ces carrefours offrent à la communauté des programmes axés sur les jeunes et les nouveaux arrivants. Une programmation plus vaste est offerte pour inciter les gens à participer aux activités culturelles. On s'éloigne de l'aspect physique pour miser véritablement sur l'innovation, ce qui permet d'appuyer les nouvelles entreprises, les entreprises culturelles qui ont des activités dans ces collectivités.

Prenons le centre Falls Brook, à Glassville, au Nouveau-Brunswick, comme exemple de programmation à vocation éducative. On y offre un vaste programme axé sur l'environnement et l'écologie. Le centre accueille des groupes d'élèves, des jeunes, qui acquièrent des connaissances, ce qui contribue à appuyer et à revitaliser la communauté.

Le troisième aspect est l'infrastructure sociale. Il s'agit d'établir des réseaux dans les collectivités, ce qui va encore une fois au-delà des infrastructures physiques. Les activités visent surtout à favoriser la participation des nouveaux arrivants dans les collectivités rurales, à attirer de nouveaux résidents et à retenir les jeunes — les résidents actuels — dans les collectivités rurales.

L'établissement de tels réseaux favorise le bénévolat et, subséquemment, la création de programmes de mentorat dans les collectivités. On parle encore une fois de programmes qui ne se limitent pas à l'aspect physique des carrefours culturels. Prenons comme exemple le Canadian Centre for Rural Creativity, un projet en cours à Blyth, en Ontario. L'un des principaux objectifs de ce centre — qui est un carrefour ou un établissement culturel pour la communauté — est la rétention des jeunes, un enjeu majeur dans cette collectivité actuellement. Beaucoup de jeunes quittent le comté de Huron, en Ontario. Le centre mettra notamment en place un programme de rétention des jeunes dans la communauté. Il s'agit d'une très petite communauté, et beaucoup d'autres communautés sont confrontées à ce problème.

Le quatrième aspect est l'infrastructure opérationnelle. Dans les petites collectivités, il arrive souvent qu'on parvienne à obtenir du financement ou des capitaux pour l'aménagement physique d'un carrefour culturel, mais que l'on peine à financer les activités. On constate que l'appui ou l'appui financier n'est pas le même pour la programmation culturelle que pour les installations physiques.

Lorsqu'on envisage la création de carrefours culturels dans les petites collectivités, il importe de tenir compte des perspectives d'avenir, de l'incidence des programmes dans l'avenir et des difficultés liées aux bâtiments, nouveaux ou convertis.

• (0850)

Prenons à titre d'exemple un projet mené à Chapleau, dans le Nord de l'Ontario. Il s'agit d'une ancienne église. On y trouve maintenant un restaurant; un petit marché a été aménagé au sous-sol pour les artisans. Les services offerts à la communauté sont maintenant très diversifiés. Toutefois, la nouvelle vocation de l'église a entraîné une hausse considérable des taxes municipales. Les églises sont habituellement exonérées de taxes, mais étant donné le changement de vocation, les taxes municipales sont maintenant très élevées, ce qui n'avait pas été prévu. Ces gens ont répondu aux besoins de la communauté en offrant un service, mais ils sont obligés de payer des taxes et ils devront exiger des frais à leurs usagers, ce qu'ils ne sont vraiment pas prêts à faire pour le moment.

Le dernier aspect dont nous voulons parler est l'infrastructure de marché. Souvent, dans les collectivités rurales ou de petite taille, et en particulier dans les collectivités éloignées, l'auditoire ou le marché ne suffit pas à assurer la pérennité d'un grand nombre d'activités culturelles ou d'entreprises culturelles. Nous constatons qu'il est nécessaire d'établir une infrastructure de marché favorisant l'établissement de liens entre les collectivités rurales et les centres urbains, ou entre les réseaux des petites collectivités. L'objectif est de les aider à accroître leur capacité de commercialisation, à augmenter leurs auditoires et à établir des relations avec des collectionneurs ou des collaborateurs. On s'éloigne encore une fois du concept habituel de carrefour culturel en établissant des liens entre des carrefours ou des établissements différents.

Dorset Fine Arts, à Toronto, est un exemple. Il s'agit de la division de la commercialisation de la West Baffin Eskimo Co-operative, de Cape Dorset. On parle donc d'un emplacement physique qui permet d'élargir le marché de la coopérative et de percer le marché de Toronto. Toutefois, le carrefour culturel, les activités de création et les artistes sont à Cape Dorset. On accroît simplement l'accès au marché, ce qui est très important.

Ce sont là les cinq formes d'infrastructure dont il convient de tenir compte, à notre avis, dans le cadre d'une étude sur les carrefours culturels. Soulignons qu'on s'éloigne encore une fois de la définition habituelle du terme « infrastructure ». Nous tenions à présenter ces

exemples au Comité aujourd'hui pour que vous preniez connaissance des particularités du développement et de la revitalisation du secteur culturel dans les petites collectivités et les collectivités rurales.

Je vais m'arrêter ici.

La présidente: Merci beaucoup.

J'étais heureuse de voir cela, car Cape Dorset Fine Arts est situé dans ma collectivité. J'y suis allée récemment. C'est un endroit intéressant.

Nous passons maintenant à Mme Mogyorody. Vous avez 10 minutes.

Dre Veronika Mogyorody (professeur émérite, University of Windsor): Je tiens à remercier le Comité de m'avoir invitée à parler des centres et des districts culturels. Je suis citoyenne de la ville de Windsor, j'ai été membre de nombreuses organisations sans but lucratif et j'ai mis sur pied le programme d'arts visuels et d'environnement bâti de l'Université de Windsor.

Au cours des 30 dernières années, la revitalisation d'anciennes villes industrielles comme Windsor, en Ontario, et la contribution des centres culturels dans la réingénierie des collectivités — dans le contexte de la revitalisation des centres-villes, de la protection des lieux historiques et du tourisme — ont fait l'objet de discussions continues. Nous avons pris conscience de l'importance de préserver le caractère distinctif du tissu urbain, de constituer une main-d'oeuvre pour l'industrie culturelle et d'attirer la classe créative. Or, malgré le discours théorique que l'on voit dans les études sur la planification urbaine, le développement économique et les arts, et la culture, la mise en oeuvre d'importantes initiatives municipales s'est avérée difficile. Les discours dépassent les capacités de nos collectivités de changer les choses. L'engouement pour les centres culturels est certes prometteur, mais la difficulté réside dans la planification stratégique des investissements publics et l'utilisation judicieuse des ressources.

Peu de villes de petite ou de moyenne taille ont l'expertise nécessaire pour composer avec les diverses structures administratives fédérales ou provinciales, ou pour collaborer avec diverses administrations pour l'élaboration de politiques culturelles efficaces. Reconnaissant leur manque de ressources pertinentes, les villes n'hésitent pas à retenir les services de sociétés d'experts-conseils en planification et en gestion pour la préparation de plans directeurs en matière de culture, dans le but d'établir des stratégies conformes aux attentes de la communauté. Ces plans préparés par des professionnels ont parfois permis de recueillir des observations et de générer des idées, mais ils ont aussi eu, dans certains cas, une incidence et utilité limitées.

Des cartes utiles sur les installations culturelles ou sur les emplacements possibles de districts culturels sont parfois produites, mais on néglige souvent leur mise à jour en raison des coûts et des efforts requis. Donc, leur utilité est éphémère. Les secteurs ciblés comme districts culturels sont considérés comme des pôles importants. Ils sont reconnus pour la diversité des installations et la polyvalence des commodités et services qu'on y trouve. Les districts culturels suscitent généralement un grand enthousiasme, mais les ressources continues nécessaires à l'appui des besoins et au suivi des résultats font souvent défaut.

Comme on le voit à Windsor, les publicités pour le centre-ville sont axées sur les principales institutions culturelles. La survie de ces organismes sans but lucratif dépend considérablement de l'appui de fondations établies, d'organismes subventionnaires municipaux, provinciaux et fédéraux, d'organisations philanthropiques dédiées aux arts et à la culture, ainsi que des recettes provenant des adhésions, des spectacles, des ventes d'oeuvres d'art et des activités communautaires. Ils subissent des pressions constantes liées au risque de réduction du financement des donateurs et des bailleurs de fonds et à la diminution des recettes, facteurs qui pourraient menacer leur pérennité.

Leur survie passe par la capacité d'innover et de savoir-faire plus avec moins, par exemple la réduction de la période des représentations, le recours aux collections permanentes, la modification des heures d'exploitation, le partage des coûts de production et des installations et, dans certains cas, la fusion des établissements. Cela ne pose pas nécessairement problème dans tous les cas, mais c'est certainement éprouvant et stressant.

On fait souvent valoir que les organismes subventionnaires centrent leurs efforts sur les organismes culturels publics importants, plutôt que sur les centres culturels communautaires plus modestes. L'enjeu, c'est que si on accorde une véritable importance à l'aménagement culturel, il convient alors de multiplier le nombre d'espaces modestes consacrés à la culture. Les centres d'artistes qui offrent une multitude de services et de possibilités peuvent contribuer à la revitalisation des centres-villes. Offrir aux artistes des lieux où ils peuvent travailler, produire des oeuvres, répéter, se rencontrer, apprendre et suivre du mentorat est un moyen rentable de contribuer à l'économie culturelle.

• (0855)

Ces centres jouent un rôle important, car ils encouragent l'innovation et la production, en plus de devenir des atouts dans les quartiers où ils se trouvent. Comprendre la dimension sociale de la production culturelle est essentiel si on veut favoriser le développement de centres culturels et l'émergence de districts culturels.

Les centres favorisent l'interaction, l'échange d'idées, la collaboration, la mise à l'essai et la fabrication de nouveaux produits. Les activités qui ont lieu dans ces centres ont un effet positif sur les usagers, effet qui peut ensuite se faire sentir dans les collectivités où les centres sont situés. L'établissement de relations informelles entre les usagers d'un centre pourrait encourager les résidents des quartiers avoisinants à participer et à renforcer ces nouveaux liens.

Jeudi dernier, l'Université de Windsor a procédé à l'ouverture officielle de l'École des arts créatifs à son campus du centre-ville. La Ville de Windsor a activement cherché à établir des partenariats avec l'université et le collège afin de trouver des solutions créatives pour revitaliser son centre-ville. Il convient de souligner que ce sont les arts et la culture qui ont vraiment rendu possible l'établissement de liens entre la ville et l'université. Le Centre des arts et le MediaPlex du Collège St. Clair, et maintenant l'École des arts créatifs de l'université, sont des catalyseurs potentiels pour de nouveaux projets de développement, mais ce n'est que la première étape dans tout processus de renouveau.

Les résidents et les entreprises des quartiers urbains à proximité des carrefours culturels nouvellement créés doivent pouvoir tirer parti des occasions qui y sont offertes. Pour ce faire, les établissements d'enseignement, les artistes, les intervenants du secteur culturel à but non lucratif et de la zone d'amélioration commerciale locale, les habitants du quartier et les dirigeants doivent

saisir l'occasion qui leur est offerte et poursuivre les discussions sur le rôle des arts et de la culture en tant qu'élément essentiel de la vie communautaire.

Des universitaires, notamment Florida et Spencer, ont rédigé des articles sur la corrélation entre la taille de la population et l'indice de créativité et ont traité des avantages inhérents des grandes villes et des régions sur le plan du développement économique culturel. Toutefois, il est temps que les habitants des villes de petite à moyenne taille harmonisent les politiques relatives à l'utilisation des terres, le zonage, les codes du bâtiment et la planification des transports pour favoriser la création de nouvelles infrastructures culturelles.

Bon nombre des outils nécessaires à la création d'espaces réservés aux artistes sont répartis dans divers services municipaux, notamment les affaires culturelles, le service de planification et de construction de locaux, le service du développement économique, le service des parcs et loisirs, les conseils scolaires de district et les agences multiculturelles. Selon Markusen et Johnson, les administrations et agences locales doivent se détourner des méthodes traditionnelles pour faciliter la revitalisation urbaine fondée sur la culture. L'art et la culture doivent être simultanément présents dans diverses sphères de façon à remettre en question et à transcender les frontières traditionnelles et ainsi insuffler un souffle nouveau à la ville.

Comme vous le savez peut-être, Windsor a une frontière commune avec la ville de Detroit. Nous avons surveillé attentivement notre voisin américain. Certains considèrent comme des plus remarquables les importants projets d'acquisition, de rénovation et de mise à niveau au centre-ville de Detroit. La transformation du noyau urbain autrefois dévasté en corridor populaire favorable aux investissements immobiliers a valu à la ville une reconnaissance internationale et beaucoup d'éloges.

Par contre, d'autres estiment que les problèmes complexes qui ont miné la ville de Detroit n'ont pas disparu, mais ont simplement été déplacés ailleurs. On avance que même si la ségrégation raciale et ethnique commence à se résorber, la ségrégation économique est toujours un problème de taille. Il s'agit d'un facteur que la ville de Windsor ne peut se permettre d'ignorer.

Pour conclure, tout cela soulève la question suivante: est-ce un jeu à somme nulle? Cela signifie-t-il nécessairement que les centres de taille plus modeste sont en concurrence, en particulier sur le plan économique, avec les grands centres et les institutions? Pourquoi ne pas les considérer comme complémentaires? Ne pouvons-nous pas appuyer les arts de façon à encourager la création de synergies avantageuses à tous?

Merci.

• (0900)

La présidente: Merci.

[Français]

Nous allons maintenant entreprendre la période de questions et de réponses. Chacun disposera de sept minutes.

Nous commençons par M. Breton.

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Merci, madame la présidente.

Je remercie les témoins de leur présence et de leurs présentations.

Je vais commencer par vous, madame Mogyorody. Dans votre présentation, vous avez indiqué être l'une des personnes qui participent au réaménagement de plusieurs pavillons de l'Université de Windsor. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment cela a contribué à l'apprentissage des jeunes inscrits à cette institution, et comment cela a pu aider cette dernière à attirer ces étudiants, car je pense que c'était l'un des objectifs visés.

Y a-t-il eu une étude sur les effets de ces aménagements importants qui ont été réalisés grâce à votre expertise?

● (0905)

[Traduction]

Dre Veronika Mogyorody: L'École des arts créatifs vient d'ouvrir ses portes. Nous n'avons donc pas beaucoup d'information en ce moment. Toutefois, nous sommes très enthousiastes parce que de nombreux groupes communautaires ont commencé à se présenter au centre et à s'en servir pour leurs activités.

Le centre des arts et des arts de la scène du Collège St. Clair est situé au centre-ville depuis plusieurs années. Il y a beaucoup de documentation sur les répercussions d'établir des universités dans les centres-villes.

Le problème, c'est qu'il s'agit d'un élément à très court terme, c'est-à-dire que c'est avantageux pour les très petits restaurants et commerces dans le secteur, mais si la planification n'est pas faite de manière efficace et holistique en collaboration avec les organismes communautaires, les avantages pour la collectivité seront très limités. Je trouve donc votre question opportune.

D'après moi, ce sera avantageux. Nous avons une équipe en place en ce moment qui effectuera une étude longitudinale des répercussions. Nous espérons qu'en collaborant avec d'autres groupes, y compris le Conseil des arts de Windsor, nous réussirons à aller de l'avant.

[Français]

M. Pierre Breton: Merci.

Avant de passer à Mme Campbell, je voulais vous féliciter pour votre parcours professionnel, madame Mogyorody, ainsi que pour le prix que vous avez reçu en 2015.

Madame Campbell, j'essaie de comprendre la nature de votre organisme. Ce n'est pas clair pour moi. Il ne semble pas être un centre culturel, mais plutôt un organisme qui veut aider les communautés rurales à se revitaliser ou à exploiter leurs actifs et leurs avantages en région.

Quelle est la nature exacte de Small: est-ce un organisme sans but lucratif, une institution privée ou autre chose? Pouvez-vous nous donner un ou deux exemples précis de réalisations de votre organisme auprès de municipalités ou de villages ruraux?

[Traduction]

Mme Heather Campbell: C'est une excellente question.

Small est un organisme sans but lucratif qui a vu le jour dans un cabinet d'architectes en conservation du patrimoine basé à Toronto, ERA Architects.

Dans leur travail, les architectes en conservation du patrimoine regardent souvent au-delà des murs des édifices du patrimoine, d'où l'accent placé sur le patrimoine culturel. Nous ne regardons pas seulement l'édifice; nous considérons l'utilisation qui en est faite, les souvenirs que les gens en ont et sa valeur dans les yeux de la collectivité.

Notre organisme sans but lucratif, Small, applique ce cadre de référence aux collectivités. En utilisant ce genre d'évaluation de la valeur du patrimoine culturel, nous cernons les valeurs des petites collectivités avec lesquelles nous travaillons et la manière dont elles veulent les faire ressortir. Nous nous penchons sur les racines de la collectivité, sur ses origines, puis nous tentons de comprendre comment la faire avancer.

Je le répète, nous travaillons avec beaucoup de collectivités qui sont en période de transition, qui perdent leurs ressources naturelles ou leur dépendance à celles-ci. Voilà le genre de travail de consultation que nous faisons.

En outre, nous faisons beaucoup de travail de consultation en collaboration avec les groupes communautaires. Par exemple, pour l'église de Chapleau dont j'ai parlé plus tôt, nous avons consulté la collectivité avec le groupe dans le but de comprendre ce qu'elle voulait et ce qui lui manquait, pour ensuite donner de nouvelles utilisations à l'édifice, de façon à ce qu'il réponde à certains besoins.

Nous travaillons actuellement avec plusieurs églises dans le Nord de l'Ontario qui se trouvent dans des situations semblables. Les congrégations et les populations s'amenuisent, mais les édifices ont une grande valeur symbolique pour les collectivités.

Nous cherchons à comprendre quelle peut être la prochaine étape dans la vie de ces édifices et comment ils peuvent répondre aux besoins de la collectivité, ce qui permet du même coup d'en prolonger l'utilisation culturelle. C'est pour cette raison que nous considérons l'idée des centres culturels: ces édifices pourraient-ils devenir des centres culturels?

Vous avez raison lorsque vous dites que nous ne dirigeons pas un édifice qui sert de centre culturel — ce n'est pas le rôle de la collectivité —, mais nous donnons une impulsion, nous attirons et nous essayons de soutenir ce type d'utilisation au sein de la collectivité, car nous y voyons une solution aux difficultés de transition qu'affrontent aujourd'hui de nombreuses petites collectivités.

Ma réponse vous aide-t-elle à comprendre la nature de Small?

● (0910)

[Français]

M. Pierre Breton: Oui, absolument. Je vous remercie.

J'aimerais bien que vous oeuvriez dans ma circonscription. En effet, plusieurs municipalités profiteraient grandement d'une expertise comme la vôtre pour créer une plus-value et mettre en valeur certains patrimoines existants. Je vous félicite pour ce que vous faites.

Est-ce qu'il me reste du temps de parole, madame la présidente?

La présidente: Il vous reste une demi-minute.

M. Pierre Breton: Je vais la céder à mon collègue M. Van Loan.

[Traduction]

La présidente: Monsieur Van Loan.

L'hon. Peter Van Loan (York—Simcoe, PCC): Je vais commencer mes sept minutes et demie en posant une question brève aux représentants de Small. L'Ontario a une initiative sur les carrefours communautaires. Nous parlons ici de centres culturels.

Pour les petites villes, il me semble que nous devrions combiner ou fusionner ces idées, car c'est difficile de penser que de petites villes réussiraient à mettre sur pied des centres culturels indépendants et durables. Qu'en pensez-vous?

Mme Heather Campbell: Oui. C'est une excellente question et un très bon point.

Oui, nous suivons l'initiative sur les carrefours communautaires de l'Ontario. Je pense qu'il y a un parallèle à faire avec les définitions que nous avons présentées aujourd'hui concernant la création de centres culturels holistiques.

Dans les carrefours communautaires, l'accent est souvent placé sur la santé communautaire et les programmes de ce genre. Dans les petites collectivités, les centres culturels qui fonctionnent sont ceux qui intègrent eux aussi l'ensemble de la collectivité et qui adoptent une approche holistique, en élargissant, je le répète, la définition du terme « culturel ».

Il y a beaucoup de chevauchement dans les petites collectivités, même parmi les gens. Les acteurs principaux jouent de nombreux rôles et partagent de nombreuses fonctions. Dans les carrefours communautaires, on voit donc souvent ce genre d'infrastructure humaine, où les gens assument des rôles divers.

Souvent, les personnes qui participent à ce que nous considérons comme des activités artistiques et culturelles sont aussi des bâtisseuses au sein de la collectivité, ou encore elles sont actives dans les secteurs de la santé, des services sociaux ou de l'éducation.

Relativement au chevauchement, je crois que vous avez raison: il y a un parallèle.

L'hon. Peter Van Loan: Ma prochaine question s'adresse aux deux témoins.

Dans votre cas, vous travaillez beaucoup avec des édifices importants, comme des églises, qui remplissent de moins en moins leurs premières fonctions.

Madame Mogyorody, vous avez parlé de Detroit. Là, de nombreux édifices patrimoniaux authentiques ont été restaurés dans le processus de revitalisation urbaine. Aux États-Unis, presque tous les projets de restauration patrimoniale ont bénéficié de ce qu'on appelle le crédit d'impôt pour la restauration patrimoniale. Madame Campbell et monsieur Evans, vous avez mentionné les difficultés de durabilité que connaissent les édifices patrimoniaux ayant fait l'objet de projets de réutilisation adaptée.

Quel pourrait être le rôle d'un crédit d'impôt pour la restauration patrimoniale? Pourrait-il avoir une grande incidence dans de tels contextes? Ma question n'est pas impartiale puisque j'ai parrainé un projet de loi d'initiative parlementaire qui a été adopté en deuxième lecture, mais qui a ensuite été rejeté à la Chambre parce que nombre de mes collègues d'en face ont changé d'idée et ont retiré leur appui.

Je demanderais d'abord aux représentants de Small de répondre. Vous connaissez sûrement...

M. Philip Evans (fondateur, Small): Je peux commencer. Merci. C'est une très bonne question.

Ce serait utile, d'après moi. Je devrais mentionner que le programme que nous étudions depuis quelque temps était utilisé par des organismes américains. De fait, Frank et Deborah Popper, de Princeton, prenaient des groupes de collectivités et ils tentaient de comprendre les répercussions des incitatifs fiscaux et des risques individuels pris par des entrepreneurs créatifs. Nous nous intéressons beaucoup à ce programme et nous le suivions. Les investissements et les programmes de ce genre, ainsi que les

résultats des produits culturels représentent un investissement dans la population et dans une économie culturelle. L'accent est souvent placé sur la partie « réutilisation adaptée » des projets. Le programme a été créé dans le but de mettre l'accent plutôt sur l'utilisation. C'est donc un élément essentiel, mais il doit y avoir une contribution équivalente. Il faut encourager la prise de risques et non retirer les risques, ce qui est très délicat.

● (0915)

L'hon. Peter Van Loan: Madame Mogyorody.

Dre Veronika Mogyorody: En ce moment, Windsor a des zones culturelles centrales, comme la Galerie d'art de Windsor et l'Orchestre symphonique de Windsor, qui est situé dans le théâtre Capitol, un édifice restauré. La Ville de Windsor a investi une somme importante dans sa remise à neuf.

Il y a de petits groupes communautaires dans les quartiers, pas nécessairement au centre, mais dans les arrondissements scolaires, là où se trouvent les centres communautaires ou culturels. Ils ne sont pas nécessairement propriétaires de leur édifice — ils le louent —, mais ils ont besoin d'incitatifs. Certains citoyens nous parlent d'une exemption de l'impôt foncier pour la location d'un local, d'un remboursement de taxe prolongé ou d'une période d'exonération fiscale pour les organismes. Bien qu'à ma connaissance, de nombreuses mesures aient été mises en place pour les grands établissements et les grands organismes sans but lucratif, ce sont les plus petits qui ont besoin d'aide. Je pense que Small — j'aimerais que cet organisme soit situé tout près de chez nous — pourrait beaucoup aider, mais à l'échelle d'un quartier plutôt que d'une ville.

L'hon. Peter Van Loan: J'aimerais me concentrer sur le centre-ville. Vous avez parlé des alentours, mais pas précisément du centre. Windsor travaille à la création d'un district culturel. Vous avez un jardin de sculptures, le musée Chimczuk, la galerie d'art fusionnée, un édifice patrimonial, plusieurs édifices universitaires et plus encore. Pouvez-vous nous parler de l'expérience de Windsor, de sa tentative claire de créer un district culturel — pas un bâtiment unique, mais bien un district?

Dre Veronika Mogyorody: Je pense que le maire actuel a déclaré récemment que nous avions besoin de ressources. Une somme considérable a été affectée au financement, non seulement des organismes du centre, mais aussi des collectivités avoisinantes. Par exemple, pendant les 3 prochaines années, des fonds de plus de 1,5 million de dollars seront versés chaque année. Un nouvel organisme subventionnaire municipal se réunit deux fois par année pour répartir les fonds, mais d'après moi, il faut déployer des efforts dans les petits secteurs. Le district culturel existe, mais il n'y a pas de services...

L'hon. Peter Van Loan: Est-ce une réussite?

Dre Veronika Mogyorody: Je ne suis pas certaine de pouvoir affirmer que c'est une réussite parce que je ne pense pas que sa concrétisation soit complète.

L'hon. Peter Van Loan: D'accord.

La présidente: Vos sept minutes sont écoulées. Vous pouvez vous servir des 30 dernières secondes ou les céder au suivant.

L'hon. Peter Van Loan: Continuez.

Dre Veronika Mogyorody: Je pense que nous sommes rendus là. C'est très dynamique. Il y a eu plusieurs tentatives, mais il n'y a pas non plus de philanthropes dans la collectivité. Nous devons trouver des façons de stimuler l'investissement, sinon les principaux organismes sans but lucratif stabiliseront la collectivité, mais rien n'attirera les gens vers celle-ci.

La présidente: Excellent. Merci.

[Français]

C'est maintenant au tour de M. Nantel.

Vous disposez de sept minutes.

M. Pierre Nantel (Longueuil—Saint-Hubert, NPD): Merci, madame la présidente.

Merci aux deux organismes.

[Traduction]

La première question que je veux poser à Mme Campbell et à M. Evans est très brève. Vous semblez offrir une solution très valable aux petites collectivités, comme M. Breton l'a dit, et tout le monde vous accueillerait à bras ouverts.

[Français]

Je vais continuer en français, puisque vous recevez l'interprétation.

Ne croyez-vous pas que ce serait bien de voir le programme fédéral mener à la création d'objectifs très précis et à l'allocation aux municipalités, par l'entremise des provinces, bien sûr, de budgets afin d'y arriver? Ma crainte est qu'on crée des éléphants blancs.

• (0920)

[Traduction]

On déclare souvent: « De nouvelles idées dans de vieux bâtiments. » Or, avec les nouveaux bâtiments, on dit: « Ce sera formidable: vous aurez un grand contenant », et on stérilise le tout. D'après vous, serait-il préférable d'avoir une charte canadienne qu'on transmettrait aux municipalités?

Mme Heather Campbell: Je trouve que c'est une très bonne question et une idée vraiment intéressante. L'une des premières choses que nous disons lorsque nous nous rendons dans les collectivités, c'est que les réponses — et le mot « réponses » est fort — se trouvent là, qu'elles existent déjà, ou que les solutions existent déjà. Ce sont les gens, les édifices et les biens des collectivités qui font avancer les collectivités.

Je comprends ce que vous voulez dire lorsque vous parlez des éléphants blancs. Souvent, faire entrer quelque chose de nouveau n'est pas une aussi bonne solution qu'on l'aurait cru d'abord. Je pense que cela nous ramène à ce que nous disions au sujet de la programmation et des fonds de soutien pour les édifices de ce genre. La notion de leur longévité est essentielle.

Pour répondre à votre question, d'après moi, il faut absolument fournir aux municipalités, ou encore aux groupes ou aux individus appartenant aux municipalités, les ressources nécessaires pour faire avancer les projets, car souvent, nous voyons qu'il y a un initiateur, un élément moteur ou un organisme capable de créer des changements durables au sein de la collectivité. Les collectivités définissent parfois le tout un peu différemment de leurs voisins ou des grands centres urbains, et les besoins varient grandement d'un endroit à l'autre.

Je trouve votre point juste. À mon avis, les municipalités, ou encore les petits organismes ou même les groupes régionaux à l'intérieur des municipalités ont véritablement les moyens de trouver des solutions.

[Français]

M. Pierre Nantel: Les municipalités ont souvent exprimé des préoccupations relatives aux rues principales qui sont de plus en plus désertes parce que les gens fréquentent les grandes surfaces un peu partout ou commandent sur le Web. Parmi toutes les vitrines, je pense à la gentrification naturelle des quartiers. Prenons l'exemple

d'un quartier pauvre où les artistes s'installent. Cela devient un quartier de snobs, il devient de plus en plus à la mode d'y vivre. Finalement, le coût des loyers augmente, les artistes ne peuvent plus se payer ces logements devenus trop chers et les magasins finissent par fermer. C'est un cercle vicieux.

Je crois qu'il y a des programmes comme Rues principales qui visent à revitaliser les rues principales. Cependant, ne croyez-vous pas à l'idée selon laquelle les espaces commerciaux qui demeurent vides, qui sont, par définition, très visibles, car ils se trouvent au coeur de nos communautés, pourraient être loués à des artistes en tant que lieux de création? En fait, je vais laisser Mme Mogyorody répondre à cette question.

Je suis allé faire un tour dans le vieux Detroit, où l'on a créé le Heidelberg Project. Le quartier était on ne peut plus résidentiel. Je pense que ce projet d'art communautaire a souffert d'une accessibilité restreinte. En effet, il fallait être assez courageux pour s'y rendre. Personnellement, j'ai souvent eu peur quand je roulais le long de la rue Heidelberg.

N'y a-t-il pas là un travail qui doit être fait? Que retenez-vous de ce qui a été accompli à Detroit? C'est votre voisin d'en face. Heidelberg est probablement le quartier le plus misérable qui existe à Detroit. Le Projet Heidelberg a-t-il été un succès, selon vous?

[Traduction]

Dre Veronika Mogyorody: Detroit est un exemple intéressant parce que si vous lisez le *New York Times* et les autres grands journaux, vous constaterez que cette ville est probablement considérée comme ayant fait l'un des plus importants retours des 20 dernières années. Je conviens que c'est en partie fort possible, mais c'est dans une très petite zone, une zone de... Par exemple, le tramway QLine qui a été construit couvre une distance de seulement 5 000 mètres, et quoi que ce soit très bien, c'est très court comme distance.

La ville de Detroit s'est relevée principalement grâce à l'impulsion donnée par un philanthrope, M. Dan Gilbert, qui a versé une somme considérable dans le déménagement de sa société, Quicken Loans. Du même coup, il a réussi à attirer d'autres choses de la banlieue. La documentation montre également que lorsqu'il est question de jeux à somme nulle... Si vous regardez des secteurs de la banlieue de Detroit, vous constaterez que le résultat est que certaines choses sont retirées d'un secteur et placées dans un autre. Certains s'inquiètent de la gentrification du centre-ville. C'est absolument incroyable. Le centre-ville a très belle apparence. L'intégration culturelle et raciale progresse, ce qui est formidable. Or, le noyau externe est encore occupé par une population à très faible revenu, et nombre de secteurs qui abritaient des collectivités, même s'il s'agissait de collectivités à faible revenu, sont détruits au fur et à mesure.

De nombreux habitants de Windsor voient le côté positif de la situation, tout en comprenant que nous sommes un district multiculturel. Windsor est reconnu pour son multiculturalisme. Comme les représentants de Small l'ont dit, nous devons absolument réunir toutes les parties intéressées pour avoir une discussion à ce sujet. Le tout ne peut pas être dirigé par les organisations artistiques principales ou exclusivement par le gouvernement municipal; il faut réunir l'ensemble des éléments multiculturels et des individus qui contribuent aux arts.

• (0925)

[Français]

La présidente: Il vous reste une minute.

M. Pierre Nantel: D'accord, merci.

[Traduction]

Vous avez mentionné Johnson et Marcuse. Parlez-vous de Judith Marcuse?

Dre Veronika Mogyorody: Oui.

M. Pierre Nantel: Judith Marcuse est très active. Elle défend ardemment l'intégration des arts dans une vie saine et non seulement dans une pratique professionnelle. Lorsque je garais ma voiture dans le Projet Heidelberg, je peux vous dire que des voisins m'ont lancé: « Nous habitons ici. Allez vous faire... » Ce sont des enjeux réels.

Madame Campbell, je vous ai vue hocher la tête pendant que Mme Mogyorody parlait. Souhaitez-vous ajouter quelque chose?

La présidente: Il vous reste environ 20 secondes. Je suis désolée.

Mme Heather Campbell: Je pense que ce qui est important dans les petites collectivités, c'est la diversification, car cela aide souvent à aplanir les disparités économiques. Par conséquent, selon moi, il est essentiel d'avoir une diversification économique ou culturelle, dans tous les sens du terme. Je vais m'arrêter ici.

La présidente: Merci.

Je vais maintenant céder la parole à Mme Dzerowicz.

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Merci.

Je viens du centre-ville de Toronto, plus précisément de la circonscription de Davenport. C'était autrefois un secteur très industrialisé. Le quartier Junction Triangle s'y trouve également. Les artistes ont littéralement repensé et réinventé toute la collectivité. C'est uniquement grâce à eux si ce quartier est devenu le plus branché de tout le pays, et ils n'ont reçu aucun soutien de qui que ce soit.

Il y a quelques années, j'ai cofondé un groupe environnemental, et comme j'avais besoin d'inspiration, je me suis retrouvée à avoir un petit bureau au Centre de l'innovation sociale. J'y suis allée, car je voulais m'inspirer de gens qui tentaient d'innover et de réaliser de grandes choses.

Je trouve cette étude fort intéressante. D'un côté, il faut se pencher sur la façon dont le gouvernement fédéral peut contribuer à soutenir et à développer ces centres culturels. D'un autre côté, il faut se demander comment on peut laisser le champ libre aux artistes et aux groupes afin qu'ils puissent se réunir et faire ce qui est nécessaire pour leurs collectivités respectives.

Lorsque j'entends des gens parler de différents modèles dans différentes villes, je ne pense pas automatiquement qu'il faudrait reproduire ces modèles dans nos villes. Dans ma circonscription, il y a la Ligne verte qui est créée grâce aux corridors hydroélectriques. Je pense qu'on s'est inspiré de Brooklyn ou de New York, ou de quelque part d'autre, puis nous l'avons créé à notre façon.

Si vous prenez le Centre de l'innovation sociale, par exemple, ces gens-là ont été très créatifs quant à la façon d'amasser des fonds. Leur réussite vient du fait qu'ils continuent de tirer parti de la communauté qui a besoin d'eux, d'évoluer, d'exploiter les ressources à leur disposition et de repousser leurs limites.

D'une part, je veux être utile que possible au niveau national, mais je veux également m'assurer de ne pas faire obstacle aux autres. Lorsqu'on parle de petites collectivités, il faut qu'il y ait

suffisamment de gens dans ces collectivités qui s'en soucient réellement.

Dans ma circonscription, c'est le propriétaire de deux bars de danseuses qui a financé tous les artistes de la collectivité car il voulait avoir un beau quartier. On n'aurait jamais pensé que cette personne ferait cela. En fait, c'était un homme très catholique, et pas du tout le type de personne qu'on s'imaginait.

J'essaie de comprendre comment le gouvernement peut aider à créer ces conditions. Il y a peut-être certains mécanismes de financement qui sont à notre disposition et qui pourraient permettre une certaine souplesse. Par ailleurs, étant donné que les villes sont les créatures des provinces, en vertu de la Constitution, y a-t-il d'autres éléments dont il faudrait tenir compte de ce point de vue? Je voulais simplement vous mentionner ces idées et voir vos réactions. C'est ma situation à l'heure actuelle. Je veux être utile, mais je ne sais pas encore tout à fait comment l'être. Je ne suis pas sûre si vous avez quelque chose à dire là-dessus.

• (0930)

M. Philip Evans: Ce sont d'excellentes réflexions. En fait, il y a eu une importante transformation dans le quartier Junction Triangle. La situation est un peu particulière. Les besoins des communautés rurales sont différents, dans certains cas, de ceux des villes, particulièrement lorsqu'on a une économie en pleine croissance et ces types de ressources à notre disposition. Il est bon de planifier pour l'avenir, de mener des études et d'investir dans les arts et la culture; ce sont des mesures qui ont un rendement sur l'investissement de manière indirecte. En milieu urbain, on trouve le modèle de croissance de Toronto: les artistes donnent le ton puis les promoteurs s'en inspirent. Dans les régions rurales où, dans bien des cas, il n'y a pas de croissance économique, et même une décroissance économique dans certaines régions, nous reconnaissons qu'on a un rôle différent à jouer et que les solutions diffèrent probablement des régions urbaines.

Le Centre de l'innovation social fait un travail remarquable. Il applique un excellent modèle. Il faudrait qu'il y ait davantage d'exemples de ce genre. D'ailleurs, de nombreuses villes partout au Canada sont en pleine effervescence à l'heure actuelle.

Chose certaine, les solutions doivent être différentes dans le contexte rural. À une certaine époque, bon nombre d'entre nous vivaient en milieu rural. Au cours des quelque 50 dernières années, nous nous sommes établis dans les centres urbains. Comme nous le savons tous, 80 % d'entre nous vivent en milieu urbain. Le programme est né de cette question: quelle était notre stratégie de sortie? Avons-nous une plus grande responsabilité, d'une part pour mieux gérer les ressources et, d'autre part, pour comprendre ce que ces endroits pourraient devenir? En fait, je considère qu'il faut intervenir différemment dans le contexte rural.

Mme Julie Dzerowicz: Y a-t-il d'autres commentaires?

Dre Veronika Mogyorody: Je suis ravie que vous ayez parlé du mouvement environnemental. Un grand nombre d'organismes de défense de l'environnement ou de la justice sociale comprennent le tableau d'ensemble, mais ils adoptent tous une approche différente. Dans certains cas, ils travaillent de concert, et dans d'autres cas, ils se concentrent sur un dossier qui leur tient à cœur.

Dans le domaine des arts et de la culture, particulièrement lorsqu'il n'y a pas de cohésion — c'est-à-dire lorsque tout le monde travaille individuellement —, il faut soutenir les gens et les amener à discuter, pas nécessairement dicter leurs décisions, mais leur offrir des possibilités de rassemblement et d'entraide.

Il y a une excellente émission diffusée sur les ondes de CBC qui s'appelle *Still Standing* et que j'écoute tout le temps. Tout le monde adopte une approche différente. Même au sein de l'Association des municipalités de l'Ontario, chaque ville se perçoit différemment. De notre côté, nous n'utilisons pas le modèle de Toronto, parce qu'il ne pourrait jamais s'appliquer à nous, jamais dans cent ans.

Je pense que le gouvernement peut aider à cet égard en donnant la possibilité aux groupes de se réunir et en leur accordant un soutien financier.

Si je puis me permettre une petite parenthèse, sachez qu'à Windsor, un homme, un artiste, a converti son garage en galerie d'art. Cela profite à toute la collectivité. Les gens viennent de l'extérieur. Il ne fait pas beaucoup d'argent, car mis à part le bouche-à-oreille, il ne fait pas de publicité.

La promotion et le soutien sont des éléments très importants. J'estime que le gouvernement peut trouver des moyens de favoriser ces initiatives.

La présidente: Je vais devoir vous interrompre, car nous devons passer à notre prochain groupe de témoins.

Je tiens à vous remercier. Vos témoignages étaient très intéressants et ils nous aideront à orienter notre étude sur les centres culturels.

Merci beaucoup.

Nous allons nous arrêter quelques minutes afin de laisser nos autres témoins prendre place.

● (0930) _____ (Pause) _____

● (0940)

La présidente: Tous nos témoins sont arrivés, alors nous allons commencer sans plus tarder.

Je remercie nos témoins d'avoir accepté de comparaître dans le cadre de notre étude sur les centres culturels.

Tout d'abord, nous accueillons Mme Ashley Proctor, du 312 Main.
[Français]

De la coopérative Méduse, nous recevons Caroline Salaün et Claude Bélanger.

[Traduction]

Nous avons également avec nous M. Vincent Karetak ainsi que Mmes Laakkuluk Williamson Bathory et Ellen Hamilton, de Gaggiavuut.

Je vais tout de suite céder la parole à Mme Proctor pour 10 minutes.

Mme Ashley Proctor (directrice exécutive, 312 Main): Merci.

Bien que je considère Toronto comme ma ville natale, j'habite maintenant à Vancouver, en Colombie-Britannique, où je travaille depuis trois ans au développement de l'espace communautaire de travail le plus vaste et le plus inclusif au Canada — soit le 312 Main,

un immeuble de 105 000 pieds carrés appartenant à la ville de Vancouver, situé à l'intersection des rues Main et Cordova, au cœur du quartier Downtown Eastside. Il s'agit aussi de l'ancien quartier général du Service de police de Vancouver, et cet endroit était vacant depuis 2010.

L'immeuble lui-même est assez imposant — de style brutaliste, conçu à l'origine pour inspirer le pouvoir et la protection. Cependant, étant situé dans le quartier le plus pauvre de tout le Canada et à l'épicentre d'une crise des opioïdes, où la pauvreté extrême et l'itinérance sont très présentes, et étant visé par l'enquête en cours sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, de nombreux résidents du Downtown Eastside considéraient ce coin abandonné de la ville comme un capital symbolique négatif. Il y a environ cinq ans, la Vancity Community Foundation a proposé de revigorer le 312 Main et a conclu un accord de gestion de 30 ans avec la ville de Vancouver. En partenariat avec la Vancity Credit Union et la Jim Green Foundation, nous réinventons ce que cela signifie véritablement de « servir et protéger » dans le quartier Downtown Eastside.

Dans le cadre du processus visant à réaménager le 312 Main, on a tenu de vastes consultations auprès de plus de 300 résidents locaux, entreprises, groupes communautaires, experts, organisations autochtones, fournisseurs de services, employés municipaux et partenaires de programmation. On a ainsi créé un espace de travail communautaire, c'est-à-dire un centre culturel destiné à répondre aux besoins d'une population très diversifiée.

Ce qu'on nous a demandé le plus souvent, c'était d'avoir un espace de travail accessible et abordable ainsi qu'un lieu de rassemblement dans un marché immobilier difficile à Vancouver. On nous a aussi souvent demandé des toilettes publiques mixtes. Grâce à un prix abordable, une entrée accessible et des toilettes publiques au rez-de-chaussée, nous avons commencé à voir un changement au sein de la communauté. Les gens n'avaient pas l'habitude de pouvoir être entendus et participer directement au processus de création. Nous continuons donc d'inviter tout le monde à la table de planification. Ensemble, nous avons conçu un bâtiment destiné à servir tout le monde et nous favorisons l'engagement démocratique, la réconciliation et l'inclusion dans tout ce que nous faisons au 312 Main.

Pour ceux qui n'ont pas eu la chance de visiter notre site en construction, je vais vous décrire les locaux que nous rénovons et créons pour les artistes, les entrepreneurs, les résidents, les entreprises sociales et les petites entreprises.

Au rez-de-chaussée, nous avons environ 18 000 pieds carrés d'espace communautaire, y compris les toilettes publiques ainsi que les salles de réunion, de formation, d'exposition et de réception. L'espace de rassemblement principal est inspiré de la maison longue et est conçu pour que tous les membres de la communauté et leurs invités s'y sentent à l'aise.

L'espace est censé être poreux et inclusif. Notre objectif est d'en faire un espace adapté aux besoins des membres, des résidents, des enfants et des aînés, et d'offrir des possibilités d'emploi avec peu d'obstacles. Notre équipe responsable du rez-de-chaussée travaille en collaboration avec l'équipe de sécurité sensible aux traumatismes, les infirmiers praticiens locaux, les services de soutien technique et un cercle de grands-mères pour s'assurer que l'espace demeure accessible, sécuritaire et accueillant pour tous.

Le rez-de-chaussée abrite également le magazine *Megaphone*, qui appuie les vendeurs ambulants qui sont souvent confrontés à la pauvreté et l'itinérance, ainsi que notre café dirigé par East Van Roasters, une entreprise sociale locale qui donne une chance aux femmes en transition de réintégrer le marché du travail.

Les salles d'exposition et les multiples locaux peuvent accueillir toutes sortes d'événements communautaires, ce qui correspond à notre engagement important à l'égard des arts locaux et des programmes culturels. Au cours de notre première année, nous prévoyons organiser des expositions artistiques, des cercles de tambours, des cours de langues autochtones, des ateliers et des séminaires professionnels, des groupes de soutien communautaires, des séances de formation, des concerts, des représentations théâtrales ainsi que des chorales. Nous travaillons en partenariat avec des groupes tels que la Saint James Music Academy pour enseigner la musique aux enfants du quartier. Nous nous sommes également engagés à fournir un fonds de programmation communautaire pour que toutes les organisations puissent accéder aux installations à un tarif subventionné ou gratuitement.

On est en train de rénover le sous-sol pour fournir des studios de production et des ateliers de travail abordables aux artistes et artisans. Cet espace de travail communautaire comprend également un espace d'exposition, une salle de baladodiffusion, une station de radio locale, une bibliothèque d'outils et un accès à du matériel et des ressources partagées pour nos membres.

Aux deuxième et troisième étages du 312 Main, on y trouve un espace de cotravail plus traditionnel. Pour ceux qui ne connaissent pas le concept du cotravail, il s'agit d'un espace ou d'un bureau où plusieurs organisations ou individus indépendants travaillent à leurs propres projets ou initiatives, mais partagent l'espace, l'équipement, les ressources, le personnel et la technologie.

Lorsqu'on parle de cotravail au 312 Main, je dois préciser que nous parlons du mouvement et non pas du récent phénomène de l'industrie du cotravail. Dernièrement, l'industrie a reçu beaucoup d'attention, car beaucoup de gens se sont rendu compte que le modèle de cotravail pouvait générer des revenus importants et stables. En ce qui nous concerne, nous sommes d'avis qu'un véritable modèle de cotravail porte sur les avantages de la collaboration et d'un état d'esprit collectif. Nous considérons le cotravail comme une action et un modèle.

● (0945)

En tant que cofondatrice du mouvement, je vous dirais qu'après avoir aménagé et géré avec succès des espaces de travail partagés destinés à des artistes et des entrepreneurs à Toronto et à Seattle pendant 15 ans, et après avoir visité plus de 500 espaces de cotravail partout dans le monde, je me considère comme une experte en la matière. Faire valoir les avantages des modèles de cotravail que nous découvrons, créons et renforçons dans les carrefours entrepreneuriaux, créatifs et culturels à l'échelle du pays est devenu ma vocation.

Permettez-moi d'apporter une précision: il ne s'agit pas simplement de louer des bureaux et de fournir le WiFi et le café à nos membres. Cela n'a rien à voir avec l'espace de bureau; ce qui compte

réellement, c'est le résultat obtenu lorsque nous travaillons en collaboration. Un véritable espace de cotravail a pour but d'encourager l'engagement communautaire et d'accélérer la sérénité. Notre personnel dévoué accueille et aide les membres de la collectivité. Nous valorisons la collaboration plutôt que la concurrence.

Dans un véritable espace de cotravail, nous rendons l'entrepreneuriat accessible. Nous éliminons les obstacles et jetons des ponts entre les collectivités et les industries. Nous inspirons nos membres et nous leur donnons les moyens d'agir. Nous mettons en commun nos pratiques exemplaires et élargissons nos réseaux. Nous rassemblons les gens et nous luttons contre la solitude. Nous construisons et renforçons nos collectivités. Nous accélérons le développement économique. Nous protégeons les droits des pigistes. Nous augmentons la productivité et la capacité de toutes nos organisations membres. Nous assurons la pérennité des entreprises sociales et des petites entreprises. Nous favorisons la réconciliation, la diversité et l'inclusion. Ensemble, nous façonnons l'avenir du travail.

Au 312 Main, nos membres sont intentionnellement diversifiés. Nous fournissons des bureaux aux entreprises sociales, aux petites entreprises, aux collectifs d'artistes, aux travailleurs indépendants, aux professionnels de la création, aux pigistes et aux entrepreneurs établis. Notre force réside dans notre diversité, car nous avons tous des expériences et des connaissances uniques à partager. Aux quatrième, cinquième et sixième étages, on trouve des espaces de bureau pour les organisations plus grandes et mieux établies. Ces groupes maintiennent un espace de bureau privé tout en partageant des installations communes pour les réunions et les événements.

Le quatrième étage va également devenir un centre de guérison et de bien-être autochtone. Ce n'est pas une clinique traditionnelle; on n'utilise aucune pratique occidentale, mais plutôt des méthodes de guérison traditionnelles, dirigées par un collectif de fournisseurs de services autochtones et d'aînés. Nous aménageons également un espace tranquille pour la méditation ainsi qu'un jardin sur le toit pour permettre à la communauté d'accéder aux espaces verts ainsi qu'aux plantes et herbes nécessaires aux pratiques de guérison autochtones.

Nous sommes sur le point d'ouvrir la première phase au public — le sous-sol, le rez-de-chaussée et le deuxième étage — soit en juin 2018. Les troisième et quatrième étages devraient être accessibles en septembre prochain. Les cinquième et sixième étages, de même que le jardin sur le toit, devraient ouvrir en janvier 2019. Vous comprendrez que des rénovations de cette envergure sont très coûteuses. Il n'est pas évident de convertir une salle de tir, un centre d'appels d'urgence et des cellules de prison en un espace de guérison accueillant. À ce jour, nous avons eu la chance de recevoir un soutien financier de la part de VanCity, de la Vancity Community Foundation, de la Jim Green Foundation, de la Ville de Vancouver, de la Fondation R. Howard Webster et du ministère du Patrimoine canadien. Le 312 Main a reçu deux contributions importantes du Fonds du Canada pour les espaces culturels, et nous sommes extrêmement reconnaissants pour ce soutien. D'ailleurs, au nom de toute notre équipe et de nos futurs membres, je vous en remercie sincèrement.

Le soutien financier que nous avons reçu jusqu'ici a été consacré aux coûts d'immobilisations, et nous travaillons toujours à obtenir des fonds pour les phases finales de la construction, y compris le remplacement des fenêtres et des cellules de prison aux étages supérieurs, la construction du centre de guérison et de bien-être, de même que l'aménagement du jardin sur le toit. Nous demandons votre soutien continu et le soutien de vos collègues pour que nous puissions continuer de transformer ce capital symbolique négatif en un atout communautaire positif et répondre aux besoins de la population grâce à cette précieuse infrastructure consacrée aux arts et à la culture. Avec votre aide, nous espérons sensibiliser les gens aux impacts sociaux et économiques mesurables de la collaboration créative et du cotravail au sein des collectivités. Nous avons besoin d'appui à l'échelle provinciale et fédérale pour terminer notre travail au 312 Main.

Nos espaces de travail et centres culturels sont des points de contact facilement accessibles pour les citoyens engagés, les entreprises locales et les leaders communautaires. Ces modèles de collaboration aident les membres des collectivités du monde entier à prospérer, et les Canadiens sont des chefs de file dans ce domaine. Je vous encourage tous à continuer de soutenir des partenariats et des initiatives interdisciplinaires et collaboratifs qui renforcent des collectivités comme la nôtre ayant de multiples besoins et intérêts.

J'aimerais inviter tous ceux qui souhaitent en apprendre davantage sur le 312 Main et le cotravail en général à venir nous rencontrer à Vancouver et à visiter le site en construction.

Encore une fois, je vous remercie de m'avoir invitée à participer à cette séance.

● (0950)

La présidente: Merci.

Nous cédon la parole aux représentants de Qaggiavuut.

M. Vincent Karetak (président, Qaggiavuut): [*Le témoin s'exprime en inuktitut*]

Merci, d'abord, de nous permettre de nous adresser à vous aujourd'hui.

Le Qaggiq est un centre des arts de la scène et d'apprentissage culturel inuit du Nunavut, que nous prévoyons inaugurer en 2019. *Qaggiq* est un terme traditionnel inuit désignant un magnifique iglou où les gens se rassemblent pour resserrer leurs liens culturels et célébrer la vie en chansons et en histoires. *Qaggiavuut* est un terme traditionnel inuit invitant les gens à se réunir dans le *qaggiq* qu'ils ont construit ensemble.

Fondée en 2008, Qaggiavuut est une société à but non lucratif qui s'emploie à promouvoir le mieux-être, la culture et la langue des Inuits au Nunavut en offrant des possibilités de formation et de développement aux artistes de spectacle. Qaggiavuut a remporté le Prix Inspiration Arctique pour sa stratégie *qaggiq*, axée sur la formation des artistes de spectacle et les productions en arts d'interprétation vouées aux jeunes au Nunavut.

Depuis 2016, nous avons soutenu plus de 300 artistes de spectacle inuits et offert des représentations artistiques à plus de 5 000 enfants et jeunes du Nunavut. Nous aidons les artistes et les techniciens à créer des oeuvres contemporaines dans les domaines de la musique, du théâtre, de la danse, du film et des nouveaux médias, et encourageons la perpétuation et l'enseignement des arts d'interprétation traditionnels inuits. Les histoires et les chants sont des témoins de l'histoire et la clé qui permet de renforcer une culture et une langue menacées. Bien des formes d'art d'interprétation inuites ont été perdues au cours du dernier siècle en raison de la colonisation.

Aujourd'hui, le travail de revitalisation de ces arts suscite un sentiment d'appartenance chez les jeunes. Qaggiavuut est dirigée par des bénévoles et réunit des fonds pour présenter des programmes d'art d'interprétation au Nunavut.

Qaggiavuut réclame un espace pour les arts d'interprétation inuits depuis 10 ans. L'an dernier, à la fête du Canada, nous avons commencé à faire des représentations auprès des gouvernements, à recueillir des fonds, à mener de vastes consultations et à planifier le centre des arts de la scène et d'apprentissage culturel inuit, Qaggiq.

Les carrefours culturels sont un excellent moyen de concentrer les ressources et de réunir diverses disciplines afin de renforcer le secteur de la création. Qaggiavuut s'intéresse aux moyens par lesquels un carrefour des arts peut contribuer à soutenir la langue et la culture inuites par les arts d'interprétation ainsi que leurs aspects techniques et administratifs. Nous croyons que ce sont les trois piliers d'un carrefour créatif au Nunavut, où la vaste majorité des artistes et plus de 80 % de la population sont inuits.

Un centre créatif au Nunavut doit: de un, faire participer les artistes inuits à tous les aspects de l'activité et être sensible à leurs besoins; de deux, promouvoir et renforcer la langue et la culture inuites par la formation et les prestations artistiques; et de trois, permettre une collaboration interdisciplinaire entre les artistes et les aspects techniques et administratifs des arts d'interprétation et d'autres secteurs, y compris celui des entreprises, des arts visuels et médiatiques, des aînés et des éducateurs.

● (0955)

Mme Ellen Hamilton (directrice exécutive, Qaggiavuut): Bonjour. Je m'appelle Ellen, de la Qaggiavuut. Vous venez d'entendre Vinnie. Vinnie est notre président, en passant.

Je veux simplement souligner que le Qaggiq n'est encore qu'un projet que nous défendons.

Ce terme traditionnel inuit représente bien, à mon avis, ce dont vous parlez: un centre où des gens aux origines diverses peuvent se réunir et célébrer la vie par les histoires et les chansons, et c'est en fait notre histoire. Notre langue se transmet par la musique et les histoires. C'est la fibre de l'humanité, et au Nunavut, les artistes du spectacle n'ont pas d'espace pour se produire en ce moment.

Notre vision de Qaggiq est celle d'un carrefour de la culture inuite pour l'Inuit Nunangat, le Canada et le monde circumpolaire, qui offre des possibilités de formation et de développement aux artistes, des programmes d'éducation culturelle aux jeunes ainsi qu'un espace pour les performances de professionnels inuits des arts d'interprétation. Les objectifs de Qaggiq complètent les efforts du gouvernement pour reconnaître et renforcer la culture inuite et régler les problèmes de stabilité des collectivités, en particulier chez les jeunes.

Qaggiq est une superbe occasion d'instaurer une industrie des arts d'interprétation au Nunavut et d'offrir une éducation supérieure dans ce domaine, y compris dans les dimensions culturelles, visuelles et techniques des arts — l'éclairage, la sonorisation, l'enregistrement et la conception numérique. Les arts d'interprétation sont le meilleur moyen de renforcer une langue. Qaggiq est un centre où les artistes inuits pourront travailler en collaboration, se développer et retourner dans leur collectivité pour soutenir la culture et la langue au moyen de l'expression artistique.

Avec Qaggiq, nous aspirons à consolider le monde des arts d'interprétation au Nunavut. Nous voulons que des artistes de tout le Nunavut viennent y profiter des possibilités de formation et de performance qui leur permettront de parfaire leurs habiletés, de créer des oeuvres, de faire avancer leur carrière et d'obtenir un emploi dans le domaine artistique.

Pour ce qui est de la programmation pour les jeunes, des études montrent que les arts d'interprétation sont le moyen le plus efficace de susciter un sentiment d'appartenance chez les jeunes. Qaggiq offrirait une éducation et une formation dans les arts d'interprétation inuits aux enfants et aux jeunes du Nunavut. Peut-être qu'ils pourraient venir au centre pour apprendre les arts d'interprétation inuits — par la musique, la danse du tambour et la narration — de la même façon que les enfants vont à Iqaluit pour jouer au hockey ou au badminton.

En ce qui a trait à la prévention du suicide et des risques, un récent rapport du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord, intitulé *Point de rupture*, établit des liens directs entre la prévention du suicide, le développement de la langue autochtone et la formation artistique. Le Comité recommande que les collectivités exercent un contrôle sur les arts et la culture, l'infrastructure culturelle et l'enseignement des langues autochtones aux jeunes. Qaggiq permettrait d'assurer ces trois éléments.

Selon des études menées par Inuit Tapiriit Kanatami, la santé mentale est l'enjeu prioritaire en matière de santé pour les Inuits. L'effritement de la culture et le manque de reconnaissance sont des facteurs qui interviennent dans les problèmes de santé mentale. Les recherches montrent que la participation à des arts d'interprétation contribue considérablement au mieux-être et à une bonne santé mentale. Qaggiq serait un carrefour pour la créativité, l'inspiration et l'expression.

Qaggiq renforcera la culture et la langue inuites par la formation d'artistes inuits et des programmes de prestations d'artistes inuits pour les enfants et les jeunes. C'est un grand problème à l'heure actuelle au Nunavut, car la plupart de nos enfants finissent leurs études sans jamais avoir eu d'enseignant inuit ni avoir pu apprendre dans leur langue, ou rarement.

Des postes de mentorat et de formation pour les Inuits sont prévus pour tout le projet, de la construction de l'immeuble à la maîtrise des techniques d'éclairage et de sonorisation.

Quant aux études postsecondaires et supérieures, nous voulons d'un espace qui permettra d'atteindre ce niveau académique grâce à la langue.

Je vais maintenant céder la parole à Laakkuluk.

• (1000)

Mme Laakkuluk Williamson Bathory (directrice artistique, Qaggiavuut): J'aimerais insister sur le fait que nous créons quelque chose d'inédit. C'est merveilleux d'entendre parler des projets qui visent à restaurer des immeubles un peu partout au pays, comme ceux qu'on vient de nous présenter. Nous n'avons rien, alors nous faisons ce que nous avons à faire dans des petits salons et des garages du Nunavut, dans l'Arctique.

Au titre de la collaboration intersectorielle, Qaggiq fournit les lieux physiques nécessaires aux artistes de spectacle, un espace grandement nécessaire pour l'exposition d'arts visuels ainsi qu'une salle de projection de films d'artistes inuits, du Nunavut et des régions circumpolaires. Qaggiq portera aussi une cuisine pour l'enseignement des arts culinaires et son atrium se transformera en marché intérieur de nourriture du pays — viande de phoque, de

caribou, etc. — et d'artisanat, en plus de la présentation d'ateliers sur les habiletés culturelles, comme la couture de peaux et la fabrication d'outils de chasse. Pour la diffusion aux collectivités du Nunavut, Qaggiq possédera des technologies numériques avancées de diffusion en continu et de retransmission en direct de performances et de classes de maître dans les collectivités arctiques et le monde entier. En cette ère du numérique, il est essentiel que les fournisseurs d'accès Internet permettent la diffusion de contenu inuit pour compenser le flux d'émissions de divertissement principalement anglophones. Nous devons pouvoir entendre notre langue afin de pouvoir l'utiliser.

Au sujet de la collaboration interdisciplinaire, de nombreuses disciplines sont réunies sous les arts d'interprétation, tant traditionnels que contemporains, comme la musique, le théâtre, la danse, l'acrobatie, le film et les nouveaux médias. Qaggiq offre aux artistes de différents arts du spectacle et des médias de travailler ensemble, y compris les Nunavummiuts désireux d'étudier et de travailler dans les domaines techniques des arts — éclairage, sonorisation, enregistrement, montage vidéo, prise de vue, conception numérique et projection — et la gestion des arts, la régie de plateau, la conception et la construction scéniques, la conception des costumes et du maquillage, la direction, la rédaction et la production.

En ce qui a trait au tourisme, en tant que principal carrefour des arts d'interprétation inuits du Canada, Qaggiq sera une destination pour le tourisme inuit et culturel. Qaggiq est un lieu physique permettant les échanges culturels entre les artistes, la collectivité et les visiteurs.

Quant aux retombées économiques et aux exportations culturelles, Qaggiq permettra au Nunavut de devenir une destination culturelle internationale incontournable, tout en constituant un apport important à l'industrie artistique de 54,6 milliards en créant des emplois de grande valeur. Qaggiq crée des débouchés économiques pour les artistes et les techniciens et les gestionnaires du secteur des arts.

Le modèle des carrefours est le plus efficace lorsque les carrefours interagissent, notamment par des partenariats, des collaborations et des alliances intersectorielles. En renforçant leur secteur, les carrefours sont mieux en mesure de partager leurs connaissances avec d'autres secteurs, y compris d'autres carrefours du secteur culturel, par exemple dans le domaine patrimonial, des arts visuels, du film et des nouveaux médias; de même que des secteurs autres qu'artistiques, comme les entreprises, le secteur gouvernemental, l'environnement, la justice sociale et la technologie. Qaggiq appuiera les artistes de spectacle et les techniciens inuits afin de leur permettre de travailler et de collaborer avec d'autres secteurs.

Notre proposition s'appuie sur le fait que la population du Nunavut est la seule au Canada à ne pas avoir d'espace voué aux arts d'interprétation. Sans cet espace, les artistes de spectacle inuits ne peuvent pas collaborer, créer, apprendre, enseigner ni présenter leurs oeuvres. Un carrefour interdisciplinaire répondant aux besoins des artistes permettra à ces derniers de parfaire leur art et de promouvoir leur culture et leur langue, et d'établir de solides partenariats avec d'autres secteurs de la société canadienne.

La présidente: Merci beaucoup.

Nous continuons avec nos prochains intervenants, pour Méduse, Caroline Salaün et Claude Bélanger.

[Français]

Mme Caroline Salaün (directrice générale, Méduse): Bonjour.

Je tiens tout d'abord à remercier le Comité de son invitation et de nous donner l'occasion de lui faire part de notre expertise.

Pour cette présentation, je suis accompagnée de Claude Bélanger, directeur général et artistique de l'organisme Manif d'art, la biennale d'art de Québec, et vice-président de notre conseil d'administration. Je tiens également à préciser que M. Bélanger était directeur général de l'organisme l'Oeil de poisson, l'un des membres fondateurs de Méduse. Il pourra donc répondre à vos éventuelles questions sur les enjeux de la création d'un centre culturel.

Nous allons utiliser le temps qui nous est imparti pour vous présenter brièvement notre centre culturel et mettre en avant certains propos présents dans le mémoire que nous avons déposé le 24 mars dernier. Nous allons également apporter quelques éléments absents de notre mémoire qui pourront vous permettre de compléter le portrait de la situation et d'approfondir ainsi votre réflexion.

Nous aimerions commencer par le visionnement d'une courte vidéo de présentation au sujet de Méduse.

[Présentation audiovisuelle]

Merci...

• (1005)

La présidente: Je vous demande de patienter un instant, car je dois intervenir.

La sonnerie annonce la tenue d'un vote dans 30 minutes. Ai-je le consentement unanime du Comité pour permettre aux témoins de terminer leur exposé?

Ensuite, je vais demander aux témoins de livrer leur présentation rapidement, mais je dois d'abord demander si cela convient à tous les membres du Comité.

[Traduction]

Des députés: Oui.

La présidente: Très bien.

[Français]

Merci.

Je vais donc vous demander de réduire un peu la durée votre intervention, car nous devons nous dépêcher à aller voter.

Mme Caroline Salaün: Il n'y a pas de problème.

Maintenant que nous avons visualisé le lieu, nous allons parler rapidement de la fondation et du fonctionnement de Méduse.

Je laisse la parole à M. Bélanger.

M. Claude Bélanger (directeur général, Manif d'art, Méduse): La coopérative Méduse est née en 1993 d'une volonté commune de plusieurs organismes oeuvrant en arts actuels de se doter d'un bâtiment conjoint pour pallier des conditions de pratique artistique précaires. Mentionnons que le projet a débuté en 1989 lors de la réalisation d'un événement regroupant plusieurs des membres fondateurs de Méduse et portant sur le 150^e anniversaire de la photographie.

En 1995 a eu lieu l'inauguration du bâtiment. Le choix du statut juridique n'a pas été facile, mais le modèle coopératif l'a emporté, ce qui a permis de doter chaque organisme d'une voix. De fait, pour être membre de Méduse, l'organisme artistique, culturel ou communautaire doit participer à la vie coopérative et compléter l'offre en place en complémentarité des mandats. L'idée de base est de fournir aux artistes professionnels en arts actuels des expertises, des services et des équipements différents au sein d'un même milieu.

La majorité des organismes offrent un soutien à la recherche, à la production et à la diffusion. Comme nous l'avons vu, il peut s'agir d'estampe, de photographie, de vidéo, de bois, de métal, de son, de

numérique ou d'arts multidisciplinaires. D'autres se spécialisent dans un champ particulier. C'est le cas de mon organisme, Manif d'art, qui se dédie à la diffusion.

La coopérative, au-delà de la gestion du lieu, a pour objectif d'assurer un rayonnement local, national et international. En plus de pouvoir travailler sur place, les artistes peuvent résider dans l'un des cinq studios de la coopérative pour de courts ou moyens séjours, ou encore y diffuser leurs productions. Quant aux deux salles de spectacle, elles permettent d'offrir à tous les publics, et dans tous les champs artistiques, qu'il s'agisse de musique, de théâtre, de danse, d'art contemporain ou de cinéma, des programmations annuelles de grande qualité. La gestion des salles est depuis plusieurs années assurée par l'un des organismes membres de la coopérative. Les galeries, au nombre de sept, proposent quant à elles une programmation annuelle regroupant tous les aspects de l'art actuel. Comme nous l'avons vu, cela comprend la photographie, l'installation, la vidéo, et j'en passe. L'ensemble des activités de la coopérative touchent près de 100 000 personnes. La vidéo que nous vous avons présentée date de quelques années; aujourd'hui, c'est 100 000 personnes qui viennent nous visiter chaque année, et nous en sommes très fiers.

Tous les organismes membres de Méduse sont reconnus et soutenus par les différents paliers de gouvernement pour la qualité de leurs propositions. Toutefois, au-delà de la qualité de l'offre culturelle, il faut prendre en considération les réalités financières et humaines des organismes membres si l'on veut développer l'infrastructure et accroître les retombées.

Or ce développement ne peut pas passer par le financement privé, car celui-ci est difficile à obtenir et surtout à pérenniser. Prenons l'exemple de la ville de Québec, où le nombre de personnes ou d'entreprises citoyennes est limité et où la concurrence est féroce. Les investissements privés des entreprises sont majoritairement dirigés vers les institutions des arts de la scène ou vers des événements très populaires, comme le Festival d'été de Québec ou le Carnaval de Québec, et en fonction de leurs stratégies de marketing, donc selon le bon vouloir des directions en place.

Soulignons que notre renommée s'est bâtie sur notre capacité à travailler ensemble et avec les autres. Pour les membres de Méduse, la collaboration et la mutualisation sont des réflexes. De fait, en cohérence avec les mandats et les besoins multidisciplinaires des artistes, des partenariats sont régulièrement établis avec les secteurs privé, scolaire et communautaire.

En tant que membre de Méduse, mais également administrateur et artiste, je ne peux que conclure en disant que notre centre apporte autant aux artistes qu'à la ville de Québec une infrastructure culturelle d'une grande qualité. Méduse a permis aux artistes de vivre de leurs productions, tout en leur permettant de demeurer à Québec. Citons notamment BGL, qui a participé à la Biennale de Venise, Diane Landry, qui connaît une carrière internationale, ainsi que Giorgia Volpe. Méduse a aussi fait naître deux événements internationaux: le Mois Multi, en arts multidisciplinaires, et Manif d'art, la biennale de Québec, dont je suis porte-parole et qui génère une importance notoriété. Finalement, des ententes d'accueil de résidence artistique avec l'Europe soulignent annuellement la collaboration de Méduse sur le plan international.

Nous avons hâte de franchir l'étape suivante.

Je laisse maintenant la parole à notre directrice générale.

• (1010)

Mme Caroline Salaün: Comme M. Bélanger le mentionnait un peu plus tôt, les membres de Méduse sont extrêmement dynamiques et impliqués. Ils ont d'ailleurs tous une voix au conseil d'administration et investissent de leur temps dans l'orientation de la coopérative. Tout récemment, les membres, le conseil d'administration et moi-même avons mis la dernière main à une planification stratégique qui a duré plus d'un an et établi une nouvelle mission et une nouvelle vision pour la coopérative.

Pour tous, il va de soi que Méduse est un modèle et qu'elle doit le rester, mais pour cela, il faut permettre à l'hyperstructure de se déployer pour grandir. La vision est donc claire, les besoins sont définis et les projets sont réalistement grands. Le financement, quant à lui, est insuffisant. Même si la coopérative arrive à fonctionner à 80 % grâce à ses propres fonds, elle fait face à des obligations financières importantes liées principalement — et j'insiste vraiment là-dessus — à l'entretien du bâtiment, à son aménagement, à son attractivité et à sa visibilité. Sans un bail emphytéotique de 20 ans avec la Ville de Québec, une exemption de taxes municipales et l'apport de ses locataires, le centre ne pourrait pas être financièrement viable.

La précarité financière de certains locataires et la solidarité coopérative nous poussent à réfléchir rapidement à d'autres avenues pour que nous puissions permettre à nos membres de conserver un loyer abordable et leur offrir un lieu stimulant et adéquat pour le déploiement de leurs savoir-faire.

Dans le mémoire que nous avons soumis, nous indiquons que les délais de réalisation de projets liés au maintien des actifs sont de plus de cinq ans, selon les paramètres des programmes gouvernementaux. Je parle ici du programme d'aide aux immobilisations du Québec et du Fonds du Canada pour les espaces culturels.

Notre première et principale recommandation serait donc de doter les centres culturels d'une aide financière annuelle pérenne pour pallier cette longue attente et la détérioration des infrastructures. Si je prends l'exemple de Méduse et de sa demande actuelle de financement de 2 millions de dollars qui est en attente de confirmation de la part de Patrimoine canadien, il serait plus avantageux de recevoir un financement annuel plutôt qu'une subvention ponctuelle une fois tous les cinq ou dix ans. Cela permettrait un maintien plus proactif et possiblement moins coûteux de l'actif, tout en créant une offre culturelle récurrente et un rayonnement permanent. Le rendement de cet investissement du gouvernement fédéral n'en serait que plus bénéfique et les retombées nationales et internationales, plus fortes.

Notre deuxième recommandation, qui est liée à la précédente, serait de créer une appellation « centre culturel canadien » afin de doter le pays d'un réseau fort de création et de diffusion des arts et de la culture. Dans notre mémoire, nous faisons d'ailleurs référence au modèle français des centres d'art contemporain. En créant une appellation de cet ordre...

• (1015)

La présidente: Je m'excuse, mais je dois vraiment vous interrompre ici. Les 10 minutes allouées à votre présentation sont maintenant écoulées, et nous devons nous dépêcher d'aller voter.

Mme Caroline Salaün: C'est parfait.

La présidente: Merci beaucoup.

[Traduction]

Merci à vous tous de nous avoir soumis votre documentation.

Je suis vraiment désolée, mais nous devons nous dépêcher à aller voter, alors nous allons clore la séance ici.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : <http://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its Committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its Committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <http://www.ourcommons.ca>